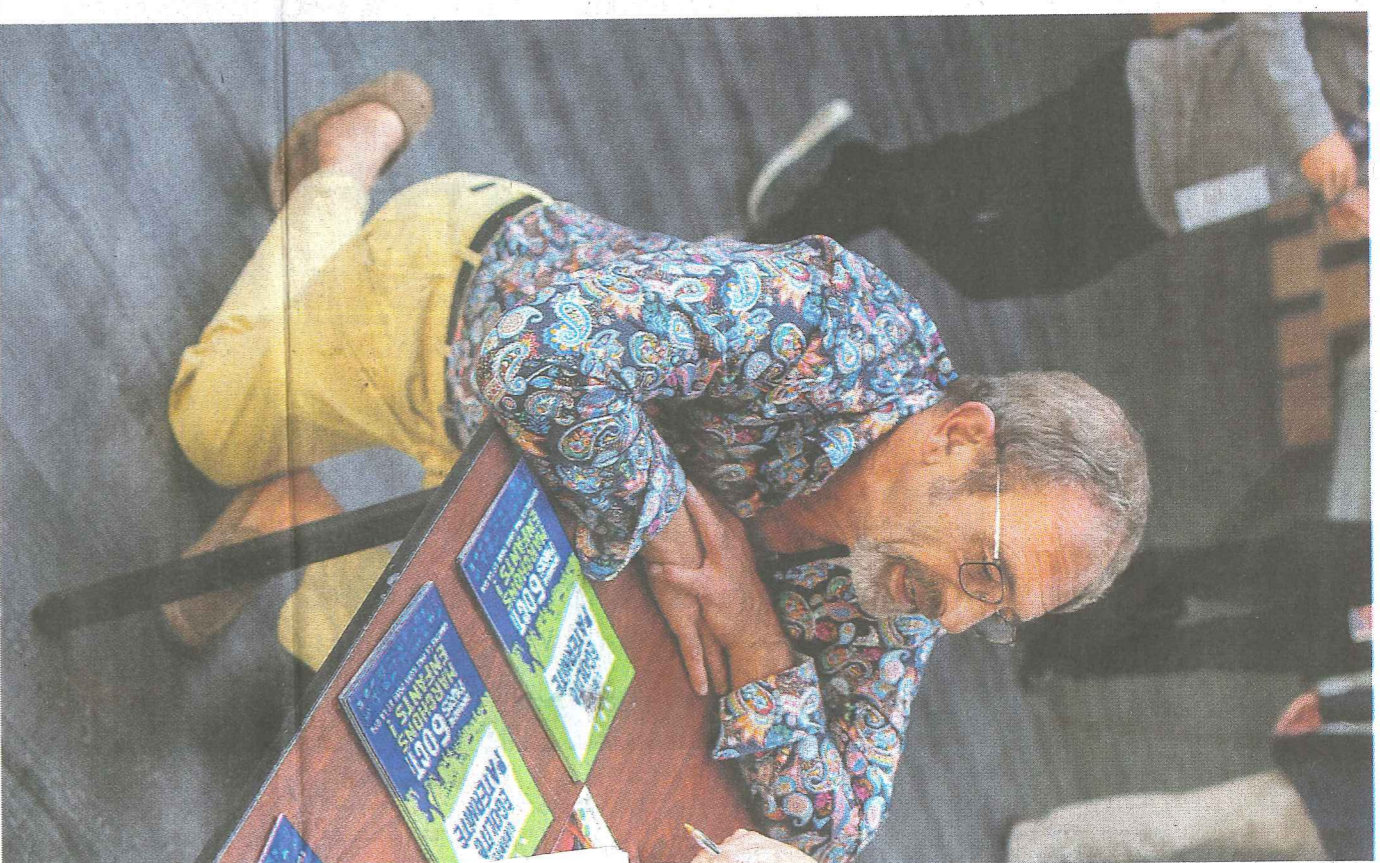


À l'appel d'un collectif d'associations, dont La Manif pour tous, les Associations familiales catholiques et Alliance Vita, une manifestation est organisée dimanche 6 octobre à Paris.

Les participants entendent protester contre l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules.

D'autres opposants ont choisi des manières différentes pour faire part de leur désaccord.

Lois de bioéthique, leurs raisons de manifester



Les opposants à l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules organisent, dimanche 6 octobre, une manifestation à Paris.

Parmi les participants, beaucoup évoquent la nécessité de rendre visible des lois de bioéthique et croient à un possible abandon de la réforme.



Manifeste, très peu pour lui. En 2012, contre le « mariage pour tous », le jeune homme n'est pas descendu dans la rue. À vrai dire, il n'en voyait pas l'intérêt. « Je ne croyais pas à l'argument des opposants disant que du mariage allait découler la PMA puis la GPA », se souvient Mickaël Ferrandes, 27 ans. Sept ans plus tard, il a changé d'avis. « En quelques années, on y est ! C'est allé à une vitesse folle ! » Convaincu que la PMA entraînera la GPA – « car l'argument d'égalité entre les couples de femmes qui auront accès à la PMA et les couples d'hommes sera invoqué » –, ce chargé de missions en ressources humaines à Roubaix voit dans cette loi une marchandisation du vivant.

« À très court terme, l'extension de la PMA va engendrer une rémunération des dons de gamètes car les

banques de sperme vont rapidement être à court de dons. » Pour ce catholique militant au Parti socialiste depuis 2011 et membre du courant des Poissons roses, qui regroupe des chrétiens de gauche, l'étiquette « La Manif pour tous » n'est pas facile à endosser. Il prévient : « Si je constate qu'il y a des propos haineux de la part des manifestants, ou des récupérations par d'autres pour dénoncer la politique de Macron, je n'y retournerai pas. »

Combien seront-ils, dimanche 6 octobre, à se rendre à Paris, comme Mickaël Ferrandes, pour protester contre les mesures prévues par la révision des lois de bioéthique, actuellement examinée à l'Assemblée nationale ? Impossible, pour l'heure, de le savoir.

Même si les organisateurs de la marche, dont font notamment partie La Manif pour tous, les Associations familiales catholiques et Alliance Vita, regroupées sous une bannière baptisée « Mar-

repères

L'examen de la loi est toujours en cours

Les députés examinent toujours le projet de révision des lois de bioéthique, dont l'article 1 prévoit d'étendre la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules.

chons enfants ! », affirmant que les signaux sont au vert : deux TGV ont notamment été affrétés et 110 bus mobilisés.

C'est justement dans l'un de ces bus que Gilles Renard, 70 ans, a l'intention de monter dimanche matin. Il quittera quelques heures la ville dont il est maire Les Républicains. Bois-Guillaume, dans la banlieue de Rouen, pour venir à Paris. Lui qui se définit « certains jours "Macron-compatible", d'autres totalement incompatible », est notamment choqué par la reconnaissance de « deux mères » pour un enfant.

À ceux qui prédisent une mobilisation en baisse, il répond : « Peut-être que ça éveillera les esprits. On ne connaît pas d'avance le succès de cette manifestation. Moi, je souhaite que ça se passe dignement, dans le calme. Souvenez-vous : en 2006, la mobilisation avait fait reculer le gouvernement Villepin sur le contrat première embauche (CPE). » Si Gilles Renard est particulièrement attentif, « en tant que maire »,

Ce projet, composé de 32 articles, comprend également des dispositions sur l'accès aux origines des enfants nés d'un don, l'autoconservation des ovocytes, la recherche sur l'embryon ou le don d'organes.

Les députés devraient achever leur débat le 9 octobre, avant de voter sur l'ensemble du texte dans l'après-midi du 15 octobre.

aux évolutions envisagées sur la filiation, Barthélémy, jeune Nantais de 25 ans, invoque des arguments médicaux. « Cette loi interroge notre définition de la médecine, estime cet ingénieur dans un institut de cancérologie. L'Académie de médecine elle-même s'est montrée réservée sur la loi. En donnant une solution médicale à un problème qui n'est pas pathologique, comme le disait François-Xavier Bellamy, on passe d'une médecine qui répare et soigne l'être humain à une médecine qui va réparer le fait d'être humain. »

« Je ne condamne pas le désir d'enfant, c'est légitime, ajoute ce catholique pratiquant. Mais, avec cette loi, la médecine se met à répondre à un désir. Or, bientôt, la

Après ce premier examen à l'Assemblée, le texte sera ensuite soumis au Sénat. La commission des affaires sociales du palais du Luxembourg devrait se saisir du projet de loi début 2020.

Puis le texte reviendra à l'Assemblée et au Sénat lors d'une deuxième navette. Le vote final pourrait intervenir avant l'été 2020.

« Avec cette loi, la médecine se met à répondre à un désir. Or, bientôt, la technique va pouvoir répondre à n'importe quel désir. »

technique va pouvoir répondre à n'importe quel désir. Si demain je veux un enfant blond, aux yeux bleus, grand et intelligent et que la technique me le permet : pourquoi arrêter la technique ? Rien ne pourra arrêter ce processus eugéniste. On ne peut pas faire des lois en fonction de nos désirs. »

Cette mise en avant du désir d'enfant, Cécile Gravrand, la soixantaine, originaire de Quimper, s'y oppose aussi fermement : « Le désir d'avoir un enfant ne suffit pas à justifier d'en avoir un. Je comprends que cela puisse être cause de grandes souffrances et de frustrations mais on a tous des frustrations ! ●●●



Lors de l'université de rentrée du collectif « Marchons enfants ! », qui regroupe une vingtaine d'associations anti-PMA, à Port-Marly (Yvelines), le 21 septembre. Olivier Coreu/Divergence

Contre l'extension de la PMA mais absents du cortège

Catholiques ou non, ils sont contre l'extension de la PMA mais ne manifesteront pas dimanche 6 octobre.

Ce qui ne les empêche pas de «se manifester» d'une autre manière.

Comment faire savoir son opposition à l'extension de la PMA ? Si la manifestation de dimanche 6 octobre à Paris apparaît comme l'un des modes d'expression possibles, d'autres opposants ont choisi de ne pas descendre dans la rue, sans pour autant se désintéresser de la question. Avant le rassemblement de dimanche, les anti-PMA de toutes sensibilités invitaient les citoyens à prendre la plume pour faire connaître leur opposition à leurs députés. Parmi ceux-ci, Jean-Louis Touraine (La République en marche), un des rapporteurs de la réforme, n'a pourtant pas été assailli : quelques lettres et mails, une trentaine de cartes postales...

Une part des opposants n'ira pas battre le pavé, estimant que la manifestation – officiellement non confessionnelle – a tout d'un rassemblement catholique. « Il n'est pas question d'être taxé de catho conservateur, ce n'est pas mon monde », insiste Philippe, qui s'interroge sur le fond : « Que deviennent les pères avec la PMA pour toutes ? » La crainte d'être étiquetés n'épargne pas non plus les catholiques réticents à aller défiler. « Je suis opposé à la PMA pour toutes. C'est, bien sûr, mon cœur de chrétien qui parle mais aussi et surtout mon cœur de mère et de citoyen », explique Cécilia. Cette dernière avait prévu un week-end en Auvergne et ne modifiera pas son agenda mais elle insiste : « Si j'étais allée à la manif, je l'aurais fait en "élection libre" sans intégrer à un mouvement ou une paroisse. »

Pour Marie-Laure, jeune grand-mère, manifester n'est pas sa façon d'agir : « Je ne suis pas descendue dans la rue en 2013, contre le mariage des personnes de même sexe, je n'irai pas manifester à Paris dimanche... De tout façon, les désholiques de 70 ans, s'inquiète, elle aussi, des effets collatéraux de la manifestation, se demandant quelle image on en retiendra : « Je garde un mauvais souvenir de La Manif pour tous, des conséquences pour les chrétiens, pour l'Église, des amalgames. » Selon elle, l'essentiel a déjà été fait : « Les responsables de l'Église, avec beaucoup d'autres croyants, hommes et femmes de bonne volonté, se sont situés en vérité avant les votes de

« Nous savons ce que c'est, nous sommes parents d'une fille handicapée et ce n'est pas toujours évident au quotidien. »

Si son mari et elle ont voté pour Emmanuel Macron, ils se sont toujours opposés à son projet de loi et avaient manifesté en 2012. Le couple a participé aux états généraux de la bioéthique, à Quimper et à Brest : « Les débats étaient bienveillants mais les conclusions sont si idéologiques. Rien n'a été retenu », déplorent-ils.

Au-delà des arguments de fond, la question de l'efficacité de cette présence dans la rue se pose à tous. « Si personne ne va manifester

en disant que ce n'est pas efficace, le gouvernement va en déduire qu'une opposition n'existe », analyse Miette Segretain. Cette haute fonctionnaire à la retraite se sent plus « proche de l'analyse philosophique et anthropologique de Sylviane Agacinski » que de La Manif pour tous. « Agacinski explique très bien, clairement et rigoureusement, les raisons pour lesquelles le mouvement actuel comporte des risques que l'on n'arrivera jamais à maîtriser. »

Membre des Semaines sociales, elle insiste sur la nécessité de créer un « rapport de force ». Pourquoi ne pas se manifester d'une autre ma-

Le soutien des évêques

Le 16 septembre, Mgr Eric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France (CEF), confiait que les citoyens inquiets avaient « le devoir de manifester ». Sur France Info, mardi 1^{er} octobre, Mgr Michel Aupetit, archevêque de Paris, est allé dans le même sens : « Nous avons tous une conscience, et il l'indiqué. Et si ma conscience me dicte qu'il y a quelque chose de grave derrière une loi, alors je dois réagir ; ne pas le faire se-rait de la lâcheté. » Comme eux, la plupart des évêques encouragent le rassemblement, sans toutefois envisager d'y prendre part. Seuls quelques-uns d'entre eux devraient être présents.

l'assemblée. » Un travail de sensibilisation reste néanmoins nécessaire, poursuit-elle : « C'est ce que nous pouvons continuer à faire dans les rencontres, les conversations. »

Comparé à 2012-2013, période au cours de laquelle fut discuté le « mariage pour tous », les débats actuels sur la PMA semblent engendrer moins de divisions au sein des communautés chrétiennes. Les appels à manifester ou les distributions de tracts ne provoquent pas, cette fois-ci, de réelles tensions, mais ne mobilisent pas non plus.

Puisieurs évêques ont pourtant invité, ces derniers jours, à la vigilance : « Chaque chrétien doit s'engager et les moyens de le faire sont multiples : formation, prière, jeûne », suggère par exemple Mgr Jacques Habert, évêque de Séez (Orne). Dans plusieurs régions, des veillées de prière ont ainsi été organisées, comme le 26 septembre à la cathédrale Notre-Dame de la Sedes, à Toulon (Var), ou le 3 octobre à Villé-Morgon (Rhône).

« Il n'est pas question d'être taxé de catho conservateur. »

Longtemps engagé dans la vie de l'Église, Gabriel ne se reconnaît plus dans les positions, radicales selon lui, de l'institution : « Nous n'aimons pas être "contre", et nous voulons que les enfants puissent avoir accès à leur histoire parentale, qu'ils aient un père et une mère », confie celui qui a fondé, avec d'autres, un site pour les fidèles en marge de l'Église. « Pas favorable à la PMA », il voudrait que les catholiques ne soient pas en rupture avec la société : les affaires de pédophilie ont fait assez de mal... « Le chrétien doit annoncer et non convaincre. Donnez la parole aux témoins, ils réexclent personnel. »

Beaucoup pensent déjà à l'après-6 octobre. Au travail de sensibilisation, d'accompagnement : « Ce n'est pas parce qu'une loi passe que la liberté de conscience est amoindrie... Chacun reste libre de choisir et décider », remarque Odile Marie-Laure réfléchit à plus long terme : « Il faudrait éduquer les générations à venir pour qu'elles soient moins dans le "j'ai droit à", qu'elles soient davantage responsables. » Tandis qu'une cheffe d'établissement scolaire s'inquiète : « Nous devons dès aujourd'hui être prêts à accueillir les enfants nés de PMA pratiqués par des femmes seules ou des couples de femmes. Ils sont déjà là. »

Christophe Henning